

Fondé en 1937 – déclaré sous le N° 7564 – Autonome depuis 1981, il est confirmé représentatif par le Ministère du Travail au plan national et professionnel conformément aux Art. L 2121-1 et suivants du Code du Travail.

Techniciens de la Prestation de Service pour la télévision

Compte-rendu de la réunion de la Commission Mixte Paritaire qui s'est tenue le 17 décembre 2008

Lors du dernier courriel que nous avons adressé le 16 décembre, nous précisions : « *Il est vraisemblable que, pour faire prendre en compte par la FICAM nos revendications, il sera nécessaire que les techniciens de la prestation de service envisagent de mettre en oeuvre des actions qui pourront aller jusqu'à des arrêts de travail.*

La FICAM veut mesurer la détermination des techniciens à obtenir satisfaction sur les revendications qui lui ont été soumises. »

Malheureusement, nos craintes étaient fondées. En effet, les représentants de la FICAM et des Entreprises de prestation pour la télévision en particulier, ont opposé lors de la réunion de la Commission Mixte Paritaire que nous avons obtenue et qui s'est déroulée le 17 décembre sous tutelle du Ministère du travail, **une fin de non-recevoir à notre demande de négociation d'un Avenant propre aux techniciens de la prestation de service pour la télévision.**

Il n'est en aucun cas question pour la FICAM d'accepter de porter la moindre modification à la Convention collective dite « des Entreprises Techniques au Service de la création et de l'Événement » qui a été signée par certaines Organisations syndicales, et a été étendue par les services du Ministère du travail.

Le SNTR-CGT déclare : « *que son organisation trouve légitime les demandes formulées par le SNTPTCT, au regard notamment des mécontentements existants parmi certains salariés. Pour lui, deux points méritent une attention particulière : les bas salaires et le traitement des heures supplémentaires. La question du niveau de conclusion de l'accord (branche ou inter-entreprises) est importante mais l'essentiel reste surtout d'améliorer les règles applicables aux salariés concernés. Les hypothèses d'un accord inter-entreprises ou professionnel sont pareillement viables, à son avis. »*

Le représentant de la CFDT, quant à lui, : « *affirme être opposé à un accord professionnel de branche. Au regard du périmètre réduit des entreprises concernées, le cadre d'un accord d'entreprise est, selon lui, le plus adéquat et le plus facile à obtenir et mettre en oeuvre. »*

Le représentant de notre syndicat déclare que : « *renvoyer la négociation d'un avenant propre aux techniciens de la prestation de service à la négociation d'accords d'entreprise constitue une fin de non-recevoir aux demandes du SNTPTCT qui en informera ses mandants qui en tireront toutes conclusions adéquates. »*

.../...

La FICAM, reprenant la parole, précise : « *Actuellement, la FICAM n'a pas mandat pour conduire ces négociations dans le cadre proposé. Néanmoins, il rappelle que les entreprises AMP, Visual, SFP, VCF, Euromedia et Soft broadcast sont disposées à poursuivre des discussions inter-entreprises. Une proposition d'accord a d'ailleurs été présentée par ces employeurs en juillet dernier.* »

Faut-il rappeler qu'un accord d'entreprise ne s'applique qu'aux seuls salariés qui sont employés par l'entreprise.

Un accord annexe à la Convention collective s'applique lui à tous les techniciens, quelle que soit l'entreprise qui les emploie.

Dans ces conditions, vu d'autant les positions des Organisations syndicales de salariés présentes, la FICAM a eu beau jeu de refuser la négociation du projet d'avenant que le SNTPCT a déposé.

Faut-il souligner que, derrière la FICAM, il y a en jeu les intérêts financiers de ceux qui paient réellement nos salaires et les marges des intermédiaires que sont les « prestataires ». C'est-à-dire les chaînes de télévision privées et publiques.

Il ressort de cette situation que les légitimes revendications des techniciens de la prestation de télévision ne seront prises en compte qu'à condition que l'ensemble des techniciens constituent un large front uni dans le syndicat et décide, dans l'unité et la discipline la plus large, des actions, des arrêts de travail, qui seuls sauront contraindre la FICAM à prendre en compte les revendications qui lui ont été soumises.

Il en va de même pour notre secteur d'activité comme de manière générale pour tous les salariés :

- seul le rapport de force que nous serons à même d'opposer pourra faire prendre en compte par le patronat les améliorations de nos conditions de travail et de rémunération.

Tous unis, rassemblés et déterminés dans l'action, la FICAM sera bien contrainte de revoir sa position et comprendre que nous sommes décidés à nous faire respecter et non à rester corvéables à merci.

Les émissions, faut-il le rappeler, c'est nous qui les réalisons.

Le secteur techniciens de la prestation du SNTPCT

Paris, le 27 décembre 2008